

RAPPORT DE MISSION CONJOINTE D'ÉVALUATIONS MULTISECTORIELLES

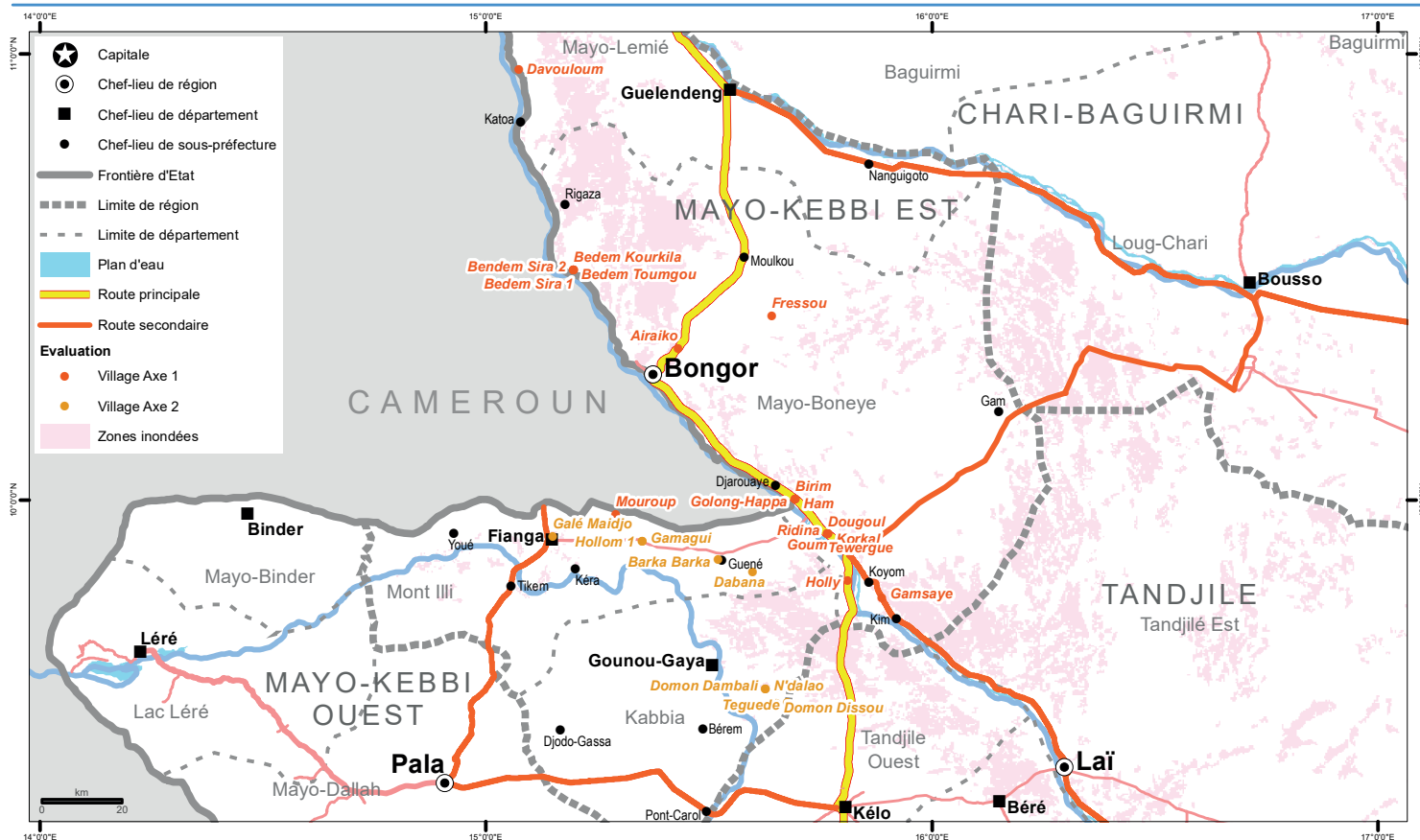
MAYO KEBBI EST DU 4 AU 11 OCTOBRE 2020



TCHAD

Localisation des villages de l'évaluation multisectorielle dans le Mayo-Kebbi Est

Octobre 2020



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

Date de création : vendredi 16 octobre 2020. Source des données : ICC Commentaires : ocha-chad@un.org www.unocha.org www.reliefweb.int

CONTEXTE

Depuis le mois de juillet 2020, la province du Mayo-Kebbi Est, à l'instar de 20 autres provinces du Tchad, a été durement touchée par des pluies diluviennes provoquant d'importantes inondations dans les villages riverains, mais également dans d'autres villages situés à l'intérieur des terres fermes. Comme en 2019, les départements les plus touchés sont le Mayo-Boneye, le Mayo-Lémié, Kabia et le Mont-Illi. Face à l'ampleur des dégâts, la coordination inter cluster (ICC), lors de sa réunion du 23 septembre, a recommandé le déploiement rapide d'une mission conjointe d'évaluations multisectorielles (agences et services techniques étatiques). L'objectif de cette mission est d'évaluer les besoins réels et prioritaires des communautés et voir dans quelles mesures une assistance d'urgence pourrait être apportée aux victimes, en soutien aux efforts des autorités provinciales et du Gouvernement du Tchad.

Composée des agences des Nations Unies (FAO, OMS, OCHA, PAM, UNHCR et UNICEF) et d'ONG internationales et Nationales (OXFAM, Effective Solutions et AHEAS) et la Croix rouge du Tchad, la mission s'est déroulée du 4 au 11 octobre sur deux axes: N'Djamena-Bongor-Katoa (1) et N'Djamena-Bongor-Gounou-Gaya - Fianza (2) avec 33 villages visités ou renseignés. La mission a travaillé en étroite collaboration avec les autorités locales sur place.

Le nombre de personnes sinistrées dans les **33 villages visités ou renseignés** est estimé à **66 997**, dont **30 567 personnes ayant besoin d'une assistance d'urgence**. Faute d'accès physique, la mission n'a pas pu se rendre dans certains villages où l'accès n'était possible que par pirogue ou à pied avec des eaux d'une hauteur d'un mètre au moins. Toutefois, des informations fiables ont pu être recueillies auprès d'informateurs clés des localités concernées (chefs de villages, populations etc.). A titre d'exemple, il faut compter 7 heures en pirogue motorisée pour effectuer un aller/retour de 166 km entre Bongor, chef-lieu de la province et le village Davouloum, situé dans la sous-préfecture de Katoa, département de Mayo-Lémié.

Les secteurs les plus touchés en termes de sévérité sont l'Eau, hygiène et assainissement (WASH), l'Education, la Santé, les Abris, la Sécurité alimentaire et la Protection. Pour ce qui est des **besoins prioritaires**, **l'alimentation** vient en premier lieu, suivie des articles ménagers essentiels, de la réhabilitation des habitations endommagées ou la construction de nouveaux abris, la santé ainsi que des semences pour la culture de contre-saison.

S'il y a des besoins humanitaires nécessitant une réponse humanitaire immédiate, il y a aussi des besoins de développement à plus long terme pour faire face aux vulnérabilités chroniques et atténuer les risques pour l'avenir.

Par ailleurs, les populations riveraines du fleuve Logone ont exprimé le besoin pressant de construire des digues en matériaux durables le long du fleuve pour éviter que la situation se répète dans le futur.

En termes de réponse, des moustiquaires imprégnées avaient été distribuées en juillet par l'UNICEF à travers la Croix rouge du Tchad, mais les besoins n'ont pas pu être couverts. La Croix rouge française, a fourni une pirogue motorisée à la Croix rouge du Tchad et prévoit de financer deux autres pirogues non motorisées pour deux villages (Goum et Dougoul). Pour les autres secteurs, aucune assistance n'a été apportée.

Ce rapport donne un aperçu des besoins dans chaque secteur et se termine par des recommandations claires d'assistance et de soutien. Le rapport est partagé avec le Comité de crise, les acteurs humanitaires par le biais de la HCT et de l'ICC, et avec les principaux donateurs.

HABITAT/AME

En termes d'abris et d'articles ménagers essentiels (AME), sur les 3 787 habitations recensées, 742 ont été complètement détruites. Le nombre de personnes en besoin d'assistance en abris et AME est estimé à 20 407 personnes, soit 3 400 ménages (30% des personnes sinistrées). Les besoins prioritaires exprimés par les ménages sont les bâches, couvertures, nattes, moustiquaires, savon, jerrycans et kits de dignité pour les femmes et jeunes filles.

SANTÉ ET NUTRITION

Pour ce qui est des pathologies notifiées depuis les inondations, le paludisme est en forte augmentation, suivi des diarrhées, des infections respiratoires aiguës et de la fièvre typhoïde. Cette augmentation des cas de paludisme s'explique par le manque de moustiquaires et par le fait que la plupart des habitations sont soit dans l'eau ou entourées de hautes herbes propices aux moustiques qui piquent même dans la journée. Cette situation constitue un facteur aggravant pour le paludisme et facteur sous-jacent au choléra. Toutefois, aucun cas de choléra n'a été signalé pendant la mission. La majorité des villages n'ayant pas de centre de santé, les malades sont contraints de se rendre dans les centres de santé les plus proches des villages voisins qui se trouvent en moyenne à 5 km. De plus, une rupture de médicaments essentiels (anti paludéens) a été signalé dans la plupart des centres de santé poussant les malades à utiliser des racines de plantes ou à se procurer des médicaments vendus sur les marchés. Aussi, bien que des moustiquaires soient distribuées dans les communautés, leur utilisation n'est pas systématique. Même si des anti-paludiques ont été mis à la disposition des centres de santé, de nombreuses communautés visitées n'ont pas un accès physique aux centres de santé (distance et eau empêchant l'utilisation moyens de transport disponibles).

Des cas de malnutrition ont également été signalés sur l'axe Bongor-Katoa en raison non seulement de la mauvaise qualité des aliments consommés mais aussi des habitudes alimentaires. Au niveau de l'axe Gounougaya- Fianga, aucun cas de malnutrition n'a été rapporté au niveau des centres de santé visités. Il faut noter que les agents de santé de cet axe n'ont pas reçu de formation sur le protocole national de prise en charge de la malnutrition aiguë. Les enfants âgés de moins de cinq ans référés vers l'hôpital de district sont ceux qui ont des complications médicales nécessitant un plateau technique conséquent (anémie, détresse respiratoire etc.).

En termes de **besoins prioritaires**, les populations ont exprimé la nécessité d'avoir des médicaments antipaludéens à moindre coût ou gratuits et des produits de traitement de l'eau.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire des ménages dans les quatre départements évalués de la province du Mayo-Kebbi est affectée par les inondations. Au total, **31 943 personnes** (5 323 ménages), représentant 62% de la population des villages visités ont besoin d'une assistance alimentaire. Selon les entretiens menés avec des responsables de l'agriculture et des paysans, sur 133 464 hectares emblavés, 22 455 hectares sont dévastés par les inondations entraînant une perte de production attendue estimée à 22% pour les céréales et 9% pour les autres cultures (légumineuses principalement). En dehors des inondations, les pachydermes ont ravagé environ 330 hectares de cultures, principalement dans le département de Mayo Lémie.

L'impact des inondations sur les stocks de céréales des ménages est important en raison de l'épuisement des stocks pendant cette période de soudure.,

L'élevage a été très touché par les inondations. Le nombre d'animaux décimés soit par noyade soit par manque de pâturage est estimé à **8 379**, dont **1 378 bovins** et **7 001** petits ruminants (ovins, caprins). Les pâturages sont inondés dans la plupart des villages visités et les animaux vivent actuellement autour des cases et sont actuellement nourris aux fourrages récoltés dans les zones inondées. Certains éleveurs ont également déplacé en partie leur cheptel vers les provinces non inondées.

Les inondations ont impacté les autres sources de revenus : réduction de la production, manque d'accès aux champs à cause de la montée des eaux depuis juillet, perte de petits ruminants, production de la pêche réduite en période d'inondation et activités d'auto-emplois quasi impossibles en cette période.

Depuis le début de la montée des eaux signalée en juillet 2020, aucune intervention n'a été faite à ce jour.

Les ménages ayant perdu leurs récoltes ont besoin d'un appui d'urgence en denrées alimentaires en complément aux récoltes résiduelles et un appui en intrants agricoles pour la culture de contre-saison (maraichage et riz pluvial). L'appui des acteurs de développement et du gouvernement est requise pour renforcer la résilience de ces communautés vivant dans ces zones.

WASH

Dans le domaine de l'accès à l'eau potable, tous les villages visités sont dotés d'au moins un forage. Cependant, ces forages ne sont pas tous fonctionnels ou suffisants (si l'on se réfère au ratio d'un point d'eau pour 500 personnes). Avec ces inondations, les femmes qui ont la charge du transport de l'eau, affirment qu'elles s'approvisionnent dans toutes les sources d'eau disponibles dans les villages : mares, forages, puits à ciel ouvert. Cette eau est consommée sans traitement avec risques de maladies hydriques comme la diarrhée ou le choléra. Une analyse des données recueillies auprès des centres de santé confirme une augmentation des maladies d'origine hydrique.

En hygiène et assainissement, la situation est très critique. La défécation à l'air libre est pratiquée dans tous les ménages des villages visités non seulement par manque ou effondrement de latrines et de douches dans les foyers, mais aussi par manque d'espace à cause de la montée des eaux qui ne permet pas de construire des latrines ou douches. La mauvaise pratique de lavage des mains et de gestion des ordures est ressortie dans tous les focus group tenus au cours de cette évaluation.

Bien que non inhérente aux inondations, mais plutôt le fait de problèmes structurels, l'échelle de sévérité et d'urgence dans le domaine de l'eau, hygiène et assainissement (WASH) se situe entre 4 et 5 sur 5 dans la majorité des localités visitées et concerne surtout des questions d'assainissement.

La construction de latrines, la promotion de l'hygiène et l'assainissement (ATPC, lavage des mains, gestion des ordures), la réhabilitation et réalisation de forages ainsi que le traitement des eaux sont ressortis comme **besoins prioritaires** exprimés par les ménages lors des entretiens de groupes.

Jusqu'à-là, **aucune assistance** en Eau, hygiène et assainissement n'a été apportée aux 33 villages visités ou consultés.

En termes de recommandations à court terme, il convient de réhabiliter ou réaliser des forages, de distribuer des produits de traitement de l'eau dans les foyers, de mettre en place ou de redynamiser les comités de gestion des points d'eau, de promouvoir l'hygiène et l'assainissement avec la mise en place de systèmes de lavage des mains, mais également de gestion des ordures ménagères. Sur le moyen terme et dans le cadre du Nexus Humanitaire-développement, il convient d'apporter un appui pour la construction de latrines adaptées à la zone et de construire des digues en matériaux durables empêchant le débordement de l'eau du fleuve Logone dans les villages et champs de cultures.

ÉDUCATION

La plupart des infrastructures scolaires ont été touchées par les inondations. Les écoles étaient fermées depuis l'apparition du premier cas de COVID 19 au Tchad en mars dernier. Elles sont officiellement rouvertes depuis le 1^{er} octobre. En revanche, de nombreuses écoles, sinon la totalité, restent fermées faute d'enseignants en raison non seulement du manque de pouvoir d'achat des Associations de Parents d'Elèves (APE) pour leur assurer une prise en charge, mais également de la vétusté des infrastructures scolaires très affectées par les pluies torrentielles. Cette situation n'est pas seulement liée aux inondations, elle y va au-delà. De plus, les élèves résidant dans les villages ne peuvent accéder à leurs écoles du fait de l'impraticabilité des axes routiers.

Il est à souligner que les inscriptions et réinscriptions n'ont pas commencé pour permettre de finaliser l'année scolaire 2019-2020 et débiter celle de 2020-2021, fixé au 2 novembre prochain.

Les dégâts causés par les inondations sur les infrastructures scolaires ont posé de véritables difficultés aux associations de parents d'élèves et n'ont pas permis une reprise des cours. En effet, la plupart des écoles sont des écoles communautaires construites en paille (hangar), non résistantes aux pluies torrentielles qui entraînent leur destruction.

Les pailles et les tiges n'étant pas encore matures et se trouvant sous l'eau, aucune autre alternative n'est possible pour les parents de construire quoique ce soit pour servir d'espace d'apprentissage pour les enfants.

Sur 7 215 enfants scolarisés sur les deux axes de la mission dont 1 300 filles dans 16 villages en 2019-2020 avant la reprise d'octobre 2020, seule l'école de Domo Dombali a repris les cours avec un effectif de 370 élèves. Les salles de classe de cette école sont construites en matériaux durables et les APE ont engagé les enseignants à prêt.

PROTECTION

Dans tous les villages visités des départements respectivement, Mayo-Boneye, Mayo-Lémié, Kabbia et Mont-Illi, l'environnement de protection s'avère précaire, insalubre et dangereux avec le risque permanent de noyade, de morsures de serpents et d'épidémies. La promiscuité due au manque d'espace entrave le droit à l'intimité et à la dignité des femmes. Les violences basées sur le genre sont récurrentes sur fond de pesanteurs socio-culturelles et religieuses en vertu desquelles c'est l'homme qui commande tandis que la femme est reléguée au second

plan. Les femmes subissent fréquemment les violences conjugales/domestiques de la part de leurs partenaires intimes ou autres membres (hommes) de la famille.

Dans la plupart des échanges, presque toutes les femmes révèlent vivre la même situation, mais à des degrés différents. Cette situation est exacerbée par la présence quasi permanente des hommes à la maison qui, par manque d'occupation et de moyens de subsistance, se livrent à la consommation abusive d'alcool et laissent la prise en charge des enfants aux femmes qui font des travaux temporaires pour les nourrir. La polygamie est perçue comme une bonne source de revenus (à travers diverses activités) et un moyen efficace de survie. De jeunes enfants (âgés entre 6 et 10 ans) sont utilisés par les parents pour des tâches domestiques, champêtres ou encore l'élevage pour la survie du foyer. Aussi, font-ils l'objet de violences de la part des parents qui ne supportent pas leur réclamation de nourritures à laquelle ils ne peuvent répondre parfois. Des cas d'accaparement des champs des femmes par les hommes ont été soulevés par quelques femmes des villages. Des cas de divorces sont plus enregistrés pendant cette période d'inondation qu'en temps normal. Quelques villages ont enregistré des cas de conflit agriculteurs et éleveurs soldés par des bagarres avec des hommes blessés mais pas de mort d'homme.

En termes de recommandation à court terme, il convient d'assister les femmes et les jeunes filles en kits de dignité ; d'appuyer les activités sur le soutien psychosocial en faveur des enfants affectés pour renforcer leur résilience à travers la mise en place d'espaces de loisirs ; de renforcer les capacités des autorités provinciales et départementales sur les droits et protection des femmes et enfants à travers des sessions de formation.

LOGISTIQUE/COMMUNICATION

Les communautés de tous les villages visités n'ont pas accès à l'électricité ni autres sources d'éclairage. Le réseau mobile Airtel est fonctionnel dans tous les villages visités. En revanche, le réseau de téléphonie mobile Tigo fonctionne partiellement par endroit. Les radios communautaires sont suivies dans les deux départements (Kabbia et Mont Illi). Cependant, ce sont les hommes qui possèdent plus de postes de radio que les femmes alors qu'elles souhaitent avoir accès à l'information à travers des groupements de femmes et des autorités traditionnelles.

RÉPONSE

En termes de réponse, des moustiquaires imprégnées ont été distribuées par l'UNICEF à travers la Croix rouge du Tchad de Mayo-Kebbi Est. ECHO, à travers la Croix rouge du Tchad, a fourni une pirogue motorisée et un appui a également été apporté pour la fabrication de deux autres pirogues pour les villages Golong-Happa et Dougoul.

Il faut noter que des petites réponses en articles ménagers essentiels NFI et vivres ont été faites dans quelques villages par les autorités administratives aux plus vulnérables (personnes âgées et personnes handicapées). En revanche, ces réponses fournies ne sont pas vraiment significatives selon la communauté. En plus, les critères utilisés pour identifier les vrais bénéficiaires affectés ne sont pas cohérents et sont incompris par la communauté en particulier les femmes.

VULNERABILITÉ

Les inondations n'ont fait qu'aggraver une situation déjà précaire. Parmi les familles les plus touchées, le nombre de femmes enceintes et allaitantes est estimé à 3 672. Les personnes âgées sont estimées à 1 381 personnes, 1 653 chefs de familles femmes et 392 vivant avec handicap et le nombre de filles et garçons est estimé à 15 000.

La situation des personnes vivant avec handicap est aggravée par l'effet des inondations. Certaines d'entre elles sont abandonnées à leur triste sort et d'autres sont accueillies dans des familles, qui elles-mêmes, sont dans une grande précarité.

BESOINS PRIORITAIRES

Les besoins les plus urgents à court terme exprimés par les populations sinistrées sont l'alimentation, la plupart des ménages ayant soit perdu leur stock de céréales dans les eaux, soit n'ayant plus de stock pendant cette période de soudure. Il y a également les articles ménagers essentiels tels que les moustiquaires, nattes, matelas, couvertures et ustensiles de cuisine ; soutien pour la réhabilitation des habitations endommagées et la construction d'abris temporaires pour les familles dont les habitations ont été complètement détruites.

RECOMMANDATIONS GENERALES

Secteur	Recommandations
Habitat/AME	1. Distribuer les AME (bâches, nattes, moustiquaires et couvertures, etc.)
	2. Distribuer le matériel de construction
Santé/Nutrition	1. Approvisionnement les Centres de Santé en intrants (anti paludéens et antibiotiques)
	2. Appuyer les districts sanitaires dans la vaccination dans les zones B
	3. Former les RCS et ASC sur le protocole nationale de prise en charge de la malnutrition aigüe afin d'assurer la surveillance nutritionnelle,
	4. Mettre en place des plates formes communautaire dans les zones pour traiter les maladies de l'enfant (paludisme, diarrhée, malnutrition...)
	5. Renforcer les centres de santé et les hôpitaux en médicaments antipaludiques et autres médicaments essentiels
	6. Organiser de séances de vaccination en stratégies avancées dans les villages touchés
Sécurité alimentaire	1. Apporter une assistance alimentaire d'urgence aux ménages affectées par les inondations (par ordre de sévérité)
	2. Appuyer la relance de la culture de contre saison et maraichage par distribution des intrants (semences et outils) aux ménages ayant perdu leurs champs et encadrement agricole
	3. Appui à la reconstitution du cheptel et le traitement des animales

	<p>4. Appuyer l'amélioration des revenus des ménages en termes d'AGR, de mise en place des associations d'épargne et crédit au profit des ménages ayant du potentiel en AGR.</p> <p>5. Appui à l'aménagement des digues de protection contre le débordement du fleuve et La délocalisation des ménages vers les zones non inondées ; les zones inondées serviront de périmètre irrigué pour les rizières et culture de décrue (sorgho berbère).</p>
WASH	<p>1. Réhabiliter ou Réaliser les forages</p> <p>2. La distribution des produits de traitement de l'eau à domicile (PUR sachets, aquatab) (action à court terme</p> <p>3. Mettre en place ou redynamisation des Comite des gestions des points d'eau</p> <p>1. Faire la promotion à l'assainissement et a l'Hygiène (ATPC, lavage des mains, gestions des ordures...)</p> <p>2. Dans le cadre du nexus humanitaire développement donner un appui pour construction latrines adaptées à la zone.</p> <p>3. Préparer en amont les villages en les dotant des produits de traitement de l'eau avant l'arrivée de la saison de pluie.</p>
Education	<p>1. Construire de TLS pour la reprise au plus vite des cours au niveau des villages affectés</p> <p>2. Mettre en place des cantines scolaires pour encourager la fréquentation des écoles</p> <p>3. Trouver des formules pour la motivation des enseignants affectés dans les zones affectées</p> <p>4. Sensibiliser les parents à inscrire les enfants en attendant la réouverture des classes</p> <p>5. Appuyer les APE à assurer la prise en charge des maitres communautaires (MC)</p> <p>6. Distribuer les fournitures scolaires aux élèves</p> <p>7. Faire le plaidoyer auprès de MENPC pour l'affectation des enseignants qualifiés dans les écoles communautaires</p> <p>8. Appuyer les APE à construire les espaces d'apprentissage temporaires et de protection</p> <p>9. Faire le plaidoyer auprès de MENPC pour officialiser les écoles communautaires.</p> <p>10. Faire le plaidoyer auprès de l'APICED et de la Banque mondiale pour enrôler les MC de ces écoles dans la subvention.</p>

Protection	1. Faire le plaidoyer auprès du Gouvernement pour l'aménagement /renforcement des digues rompues pour les rendre plus durables
	2. Renforcer les capacités des acteurs de protection sur la prévention et la réponse aux violences basées sur le genre par les services sociaux de l'Etat, les organisations de la société civile, les agences des Nations Unies et ONG et mettre en place des mécanismes de collecte de données sur les risques de protection et de référencement des enfants et femmes victimes de violence ou à risque vers des services appropriés.
	3. Continuer à renforcer les capacités des autorités provinciales et départementales sur les droits et protection des femmes, enfants et la lutte contre l'impunité par la Direction de l'enfance et la Direction du Genre avec l'appui des partenaires financiers.
	4. Promouvoir l'autonomisation des villages à travers l'alphabetisation des femmes et filles et l'octroi du Cash transfert pour le relèvement économique des femmes et filles,
	5. Organiser des rencontres inclusives pour le renforcement de la cohabitation pacifique.
	6. Promouvoir une bonne gouvernance foncière locale en faveur des femmes.
Logistique/communication	1. Organiser des séances de sensibilisation sur la pandémie de COVID 19

Echelle de sévérité

Axes	Departements	Sous-Préfecture	Villages	Abris	Education	Protection	Sante	Securite Alimentaire	WASH	MS Femmes	MS Hommes	
Axe 1	Mayo Lemie	Katoa	Araikolo	5	5	5	5	5	5	5	5	
			Davouloum	5	5	5	5	5	5	5	5	
			Gamsaye	5	5	5	5	5	5	5	5	
			Holly	5	5	5	5	5	5	5	5	
	Mayo-Boneye	Bongor	Fressou	2	2	3	3	3	4	4	4	
		Koumi	Bedem Kourkila	4	4	4	4	4	4	4	4	
			Bedem Sira 1	4	4	4	4	4	4	4	4	
			Bedem Sira 2	4	4	4	4	4	4	4	4	
			Bedem Toumkou	4	4	4	4	4	4	4	4	
		Koyom	Degue	3	4	4	4	3	4	4	4	3
			Dougoul	3	2	3	3	4	4	3	3	
			Goum	4	3	4	4	3	3	3	3	
			Korkal	3	4	4	4	3	4	4	3	
			Ridina	4	4	4	4	4	4	4	4	
			Tewerge	4	4	4	4	4	4	4	4	
			Samga	Birim	5	5	5	5	5	5	5	5
		Golong-Happa		5	5	5	5	5	5	5	5	
		Ham		2	3	3	3	2	3	3	2	
		Mouroup 2		4	2	4	3	3	4	4	2	
Axe 2	Kabia	Djarou	Boro 1	4	5	3	4	3	5	5	4	
			Boro 2	4	5	3	4	3	5	5	4	
		Domon	Domon Dambali	2	4	3	3	3	4	4	3	
			N'Dalao	3	4	3	3	3	4	3	3	
			Teguede	3	4	3	3	3	5	4	3	
			Domon Dissou	3	4	3	3	3	4	4	3	
	Leo	Leo Bidim	4	5	3	4	3	5	5	4		
		Leo Gono	4	5	3	4	3	5	5	3		
		Acom	4	5	3	4	3	5	4	3		
		Leo Goumri	4	5	3	4	3	5	5	4		
	Mont Illi	Hollom Games	Kaorang	3	5	3	3	3	5	5	4	
			Holom 1	2	4	1	3	3	4	3	2	
			Madjo-Gale	2	4	3	4	3	5	4	3	
			Dabana	3	4	3	3	3	4	4	3	
			Barka Barka 1	3	4	2	3	3	4	4	3	
Kera		Gamagui	2	4	2	3	3	4	4	3		
AVERAGE				3,6	4,1	3,5	3,8	3,5	4,4	4,2	3,6	
Pourcentage severite				71%	83%	70%	76%	70%	87%	84%	72%	

Personnes affectées par secteur

Axes	Departements	Sous-Préfecture	Villages	Total Ménages	Total personnes	Total personnes affectées	Abris	Education	Protection	Sante	Securite Alimentaire	WASH	MS Femmes	MS Hommes
Axe 1	Mayo Lemie	Katoa	Araikolo	297	1 782	1 782	1 782	873	1 430	1 782	1 782	1 782	909	873
			Davouloum	293	1 758	1 758	1 758	860	1 400	1 758	1 758	1 758	897	861
			Gamsaye	283	1 698	1 698	1 698	832	1 360	1 698	1 698	1 698	866	832
			Holly	112	672	672	672	329	540	672	672	672	343	329
	Mayo-Boneye	Bongor	Fressou	1 066	6 396	3 838	66	555	4 400	6 396	3 838	6 396	2 610	2 507
		Koumi	Bedem Kourkila	393	2 358	1 886	390	1 015	1 890	2 358	1 886	2 358	962	924
			Bedem Sira 1	179	1 074	859	666	526	860	1 074	859	1 074	438	421
			Bedem Sira 2	277	1 662	1 330	1 332	814	1 330	1 662	1 330	1 662	678	652
			Bedem Toumkou	182	1 092	874	618	535	874	1 092	874	1 092	446	428
			Dougoul	114	684	547	66	60	550	684	547	684	209	201
			Goum	192	1 152	691	300	564	920	1 152	691	1 152	353	339
			Korkal	51	306	184	78	50	245	306	184	306	125	90
			Ridina	42	252	202	90	123	200	252	202	252	103	99
			Tewerge	162	972	778	90	60	780	972	778	972	397	381
		Samga	Birim	47	282	282	150	138	255	282	282	282	144	138
			Golong-Happa	69	414	414	90	202	330	414	414	414	211	203
Ham	432		2 592	1 037	180	1 270	2 074	2 592	1 037	2 592	793	508		
Mouroup 2	297		1 782	1 069	120	225	1 424	1 782	1 069	1 782	727	349		
Axe 2	Kabia	Djarou	Boro 1	485	2 915	500	500	571	350	2 915	500	2 915	255	245
			Boro 2	519	3 115	800	800	610	480	3 115	800	3 115	408	392
		Domon	Domon Dambali	154	924	300	300	370	350	924	300	924	153	147
			N'Dalao	477	2 862	1 200	1 200	388	250	2 862	1 200	2 862	612	588
			Teguede	430	2 580	900	900	337	150	2 580	900	2 580	459	441
			Domon Dissou	250	1 500	320	320	501	300	1 500	320	1 500	163	157
		Leo	Leo Bidim	720	4 320	1 230	1 230	846	650	4 320	1 230	4 320	628	602
			Leo Gono	536	3 218	1 440	1 440	630	500	3 218	1 440	3 218	735	705
			Acom	672	4 032	648	648	790	400	4 032	648	4 032	331	317
			Leo Goumri	224	1 345	700	700	263	350	1 345	700	1 345	357	343
	Mont Illi	Hollom Games	Kaorang	525	3 153	1 205	1 205	512	600	3 153	1 205	3 153	615	590
			Holom 1	182	1 092	155	155	250	600	1 092	155	1 092	244	234
			Madjo-Gale	433	2 600	1 500	1 500	434	400	2 600	1 500	2 600	765	735
			Dabana	235	1 413	105	105	250	400	1 413	105	1 413	54	51
			Barka Barka 1	333	2 000	500	500	280	550	2 000	500	2 000	244	234
Kera		Gamagui	500	3 000	540	540	183	1 613	3 000	540	3 000	276	264	
Total			11 163	66 997	31 943	20 407	16 246	28 805	66 997	31 943	66 997	17 508	16 181	

PROGRAMME DE MISSION D'EVALUATION MULTISECTORIELLE DANS LA PROVINCE DU MAYO-KEBBI EST

Axe 1 : N'Djamena – Bongor - Katoa						
Jour	Date	Activités	Localités			Distance
			Départements	Sous-préfecture	Villages	
J1	04/10/2020	Voyage aller N'Djamena - Bongor	Bongor	Bongor	N/A	N/A
J2	05/10/2020	Civilités aux autorités de Bongor Evaluations	Bongor/Mayo Lémié	Katoa	Davloum, Gamsaye, Araikolo et Holly	83km
J3	06/10/2020	Evaluations	Mayo Lémié	Samga	Biri, Golom-Hapa et Mouroup	N/C
J4	07/10/2020	Evaluations	Mayo Boneye	Koumi	Bedem Togou, Mourkila, Bedem Sira 1, Bedem Sira 2	N/C
J5	08/10/2020	Evaluations	Mayo Boneye	Koyom	Goum, Tewergue, Dougoul, Korkal, Zall, Degue et Ridina	
J6	09/10/2020	Mise en commun du rapport d'évaluation à Bongor				
J7	10/10/2020	Mise en commun du rapport d'évaluation à Bongor				
J8	11/10/2020	Retour sur N'Djamena				
Participants		FAO, OCHA, UNHCR, UNICEF, PAM, Effective Solutions, CRT, OXFAM, OMS, AHEAS				
Secteurs		Sécurité Alimentaire, Santé-Nutrition, WASH, Abris-NFI, Education, Protection, Coordination				
Logistique		5 véhicules au départ de N'Djamena				
Hébergement		Mayo-Boné (Bongor) à l'hôtel le Confort				

Axe 2 : N'Djamena – Bongor – Fianga - Gounougaya						
Jour	Date	Activités	Localité			Distance
			Département	Sous-préfecture	Village	
J1	04/10/2020	Voyage aller – N'Djamena – Bongor - Gounougaya	Kabia	Gounougaya	N/A	N/A
J2	05/10/2020	Civilités aux autorités de Bongor Evaluations	Kabia	Djarou	Boro 1+2 et Gagahou	
J3	06/10/2020	Evaluations/Départ pour Domon	Kabia	Domon	Djengrenga, Zaba Gamba, N'Dalao et Teguede	
J4	07/10/2020	Evaluations	Kabbia	Léo	Léo Goumri, Akom, Léo Gono et léo Bidim	
J5	08/10/2020	Evaluations	Mont Illi	Fianga	Kolom, Toumagui, Kaoran et Madjo-Galé	
J6	09/10/2020	Départ pour Bongor				
J6	09/10/2020	Arrivée à Bongor + Mise en commun du rapport d'évaluation à Bongor				
J7	10/10/2020	Mise en commun du rapport d'évaluation à Bongor				
J8	11/10/2020	Retour sur N'Djamena				
Participants	FAO, OCHA, UNICEF, UNHCR, PAM, OMS, OXFAM, AHEAS, Effective Solutions, CRT.					
Secteurs	Sécurité Alimentaire, Santé-Nutrition, WASH, Abris-NFI, Education, Protection, Coordination					
Logistique	4 véhicules à partir de Bongor					
Hébergement	Logement dans des auberges à Fianga et à Gounougaya					

Participants Axe 1 : N'Djamena – Bongor - Katoa				
No.	Nom	Cluster	Structure	Contact
1	<u>Ansoumane Kourouma</u>	Inter cluster	OCHA	E-mail: kouroumaa@un.org Tél: 62548071
2	Franck Guidita	Abris/AME	UNHCR -Gore	E-mail: guiditaf@unhcr.org Tél: 66291903
3	<u>OUSMANE DADONON YAMADJI</u>	WASH	UNICEF	E-mail:odyamadji@unicef.org Tél: 66 50 97 96
4	<u>Tomte Djimasra Eric</u>	Nutrition	ONG Effective Solution	E-mail: effectivesolution12@gmail.com Tél: 66344108
5	<u>Motoyam Nanitom</u>	Protection de l'enfant	UNICEF	E-mail: mnanitom@unicef.org Tél: 66295881
6	<u>Dr Miakasisa Mbilu Papy</u>	Santé	OMS	E-mail:pmiakasisa@gmail.com Tél: 60 06 43 78
7	<u>Gaspard Cirhalwirwa</u>	Sécurité alimentaire	PAM	E-mail: gaspard.cirhalwirwa@wfp.org Tél: 66 99 31 08
8	<u>Malumba Patrick Ntambwe</u>	Protection	UNHCR	E-mail: ntambwe@unhcr.org Tél: 68562124
9	<u>Poutouang Fansou</u>	Abris/AME	CRT -Bongor	E-mail: Tel: 66847284

Axe 2 : N'Djamena – Bongor – Fianga - Gounougaya				
No.	Nom	Cluster	Structure	Contact
1	Djasnan longoh	Intercluster	OCHA- N'djaména	E-mail: longoh@un.org Tél: 66202625
2	<u>Valery Ngarko</u>	Education	UNICEF	E-mail: vngarko@unicef.org Tél: 66610790
3	Marius Nodjineloum	Sécurité Alimentaire	FAO- Goré	E-mail: 66 39 97 50 Tél: Marius.Nodjineloum@fao.org
4	Haisset FANGA	Nutrition et sécurité alimentaire	PAM	E-mail: haisset.fanga@wfp.org Tél: 66993010
5	Ronel Hamat	Wash	UNICEF- Moundou	E-mail: rhamat@unicef.org Tél: 63 38 51 95
6	Bagamla KolbakreoAbris/AME	Abris/AME	CRT- Bongor	E-mail: Tel: 68847284
7	<u>Hassan Abakar Maroua</u>	Abris/AME	CRT -Ndjamena	E-mail: hass.maroua@yahoo.com Tél: 66225017
8	Naoyal Vivien	Protection	OXFAM	E-mail: Vivien.naoyal@oxfam.org Tél: 66 40 95 06
9	Dr Theodore Mbaindetom	Santé	OMS	E-mail: Tél: 66 54 77 38

Logement

Département/Localité	Logement	Frais de Logement
Mayo-Boneye (Bongor)	Hôtel le Confort	Chambre ventilée : 10.000F/Nuitée Chambre climatisée : 15.000 F/Nuitée Chambre VIP : 25.000F/Nuitée
Mont Illi (Fianga)	Auberge	Moins de 10.000F/Nuitée
Kabia (Gounougaya)	A la Coton Tchad	Chambres ventilées et climatisées gratuites (juste motivation volontaire au personnel de service)
	Chez Dr Allahidi	Chambres ventilées gratuites (juste motivation volontaire au personnel de service)
	Eglise Catholique	Non disponible
	Préfecture	1 chambre climatisée, 1 chambre ventilée

Date	Activités Axe 1 : N'Djamena - Bongor	Activités Axe 2: N'Djamena – Bongor – Fianga - Gounougaya	Axe 1: Lieux/Villages	Axe 2: Lieux/Villages
04/10/2020	Voyage aller N'Djamena - Bongor	Voyage aller N'Djamena – Bongor- Gounougaya	Bongor	Gounougaya
05/10/2020	Évaluations	Évaluations	Davloum, Gamsaye, Araikolo et Holly	Boro 1+2 et Gagahou
06/10/2020	Évaluations	Évaluations		Djengrenga, Zaba Gamba, N'Dalao et Teguede
07/10/2020	Évaluations	Évaluations	Bedem Togou, Mourkila, Bedem Sira 1, Bedem Sira 2	Léo Goumri, Akom, Léo Gono et léo Bidim
08/10/2020	Évaluations	Évaluations	Goum, Tewergue, Dougoul, Korkal, Zall, Degue et Ridina	Kolom, Toumagui, Kaoran et Madjo-Galé
09/10/2020	Mise en commun rapport	Debriefing aux autorités Voyage Retour N'Djamena	Bongor	
10/10/2020	Mise en commun rapport et débriefing aux autorités	Mise en commun rapport et débriefing aux autorités	Bongor	
11/10/2020	Retour à N'Djamena			